

Le Décrochage Scolaire au Québec: Résultats et Simulations de Politique

Arezoo Banihashem, Université Concordia
Christian Belzil, IP Paris et CREST
Jorgen Hansen, Université Concordia

CIRANO- Webinaire, Novembre 2021

Contenu du Rapport et Objectifs

- Analyse statistique du phénomène de l'abandon scolaire (Québec, Ontario, Alberta et Colombie Britannique)
- Estimation d'un modèle économétrique structurel (représentation explicite des choix individuels) d'offre de travail et d'aide sociale des jeunes hommes
 - capturer l'impact des contraintes monétaires institutionnelles
 - capturer l'effet résiduel des préférences (valorisation du loisir, valorisation de la participation à l'aide sociale)
- Utilisation des données du Recensement Canadien pour les années 2006 et 2016 (Impôt sur le Revenu, Registre des Prestations)

- Impact de changements de politiques visant à augmenter la participation sur le marché du travail des travailleurs moins qualifiés
- Trame de fond pour les Décideurs Publics: *Arbitrage entre*
 - *amélioration du niveau de vie des travailleurs peu qualifiés vs incitations au travail*
 - cibler les individus qui bénéficient de l'aide sociale (statu-quo) vs ceux qui n'en bénéficient pas

- L'abandon scolaire semble assez sérieux au Québec:
 - plus élevé qu'ailleurs au Canada
 - ne décline pas, comparativement aux autres provinces
 - en période de pénurie de main d'oeuvre, le problème semble plus criant
- Interdépendance entre
 - la structure (paramètres) de l'aide sociale
 - la décision de travailler ou non (si oui, combien d'heures)
 - la décision d'abandonner les études: accumulation de capital humain-compétences

Il y a 4 concepts fondamentaux qui aident à comprendre les impacts des différentes politiques:

- Effet de Substitution: le salaire est interprétable comme le “coût” du loisir
- Effet Revenu: la demande de loisir augmente avec les revenus
- Choix éducatifs des individus est une pondération des avantages monétaires et des dimensions non-monétaires (préférences/goûts, abilités...)
- Tout changement de politique peut affecter non-seulement ceux qui bénéficient déjà de l'aide sociale (sous le statu quo) mais aussi ceux qui n'y participent pas (induits à changer de comportement)

L'Aspect Désincitatif de l'Aide Sociale

- Exemple: une personne sans revenu recevant \$600 par mois
 - travaille 10 heures par semaine pour \$10 de l'heure
 - perd 10 heures de loisir, supporte les coûts fixes de travailler (transport..etc)
 - perçoit \$400 en revenu de travail par mois
 - perd \$400 d'aide sociale
- Conclusion: A la marge, travailler peut induire une perte financière et/ou une perte de bien être
- Cela explique l'évolution vers des formes différentes ("earned income tax credit", subventions salariales)

Faits Saillants sur le Décrochage Scolaire au Québec

- En 2016, le taux de décrochage chez les jeunes hommes (21-22 ans) était de 20% (8.5% en Ontario, 11.1% en Alberta et 7.7% en CB)
- Stabilité du taux de décrochage de 2006 à 2016 au Québec vs décroissance en Ontario, Alberta et CB.
- Le taux de décrochage est plus élevé chez les hommes que chez les femmes, exemple: chez les femmes de 21-22 ans (2016) le taux était de 12% au Québec
- Le salaire moyen des décrocheurs est plus faible au Québec que parmi les autres provinces, mais aussi pour les diplômés
- Le salaire relatif (diplômés/décrocheurs) est plus bas au Québec qu'en Ontario et en C.B. (rendement monétaire associé à la complétion du secondaire est plus faible)

- Le taux d'emploi et participation à l'aide sociale (2015)

	Taux d'emploi		Aide Sociale	
	QC	Ont.	Qc	Ont.
Décrocheurs	85%	82%	19%	22%
Diplomés	94%	95%	7.4%	7.0%

- 1 Baisse du taux de réduction des prestations de 100% à 50%
- 2 Réduction de la Prestation de Base de 25% (\$7392 à \$5544)
- 3 Réductions des Avantages Fiscaux (PFRT et PT)
- 4 Obligation du Diplôme d'Etudes Secondaires
- 5 Implémentation du Système Fiscal Ontarien

Simulation 1: Baisse du taux de réduction des prestations de 100% à 50%

- Augmentation du taux d'emploi chez les bénéficiaires (de 5% à 8.1%)
- Augmentation de la participation à l'aide sociale de 3.3% (plus de personnes admissibles)
- Augmentation du revenu de \$3540 pour ceux qui étaient initialement prestataire et qui ont répondu à la politique
- Baisse du revenu de \$3928 pour ceux qui ne participent pas et qui réagissent: échangent revenu (heures travaillées) contre des prestations d'aide sociale

Simulation 2: Réduction de la Prestation de Base de 25% (\$7392 à \$5544)

- Seuls les participants à l'aide sociale sont impactés
 - taux d'emploi augmente de 5% à 7%
 - participation à l'aide sociale baisse de 100% à 94.6%
 - leur revenu net baisse de \$1407
- Hypothèse: une combinaison d'une baisse du taux de réduction et d'une baisse du taux de prestation
 - pourrait augmenter l'offre de travail tout en limitant l'influx de nouveaux cas
 - réduirait le revenu de ceux qui ne peuvent travailler

Simulation 3: Réductions des Avantages Fiscaux (Crédits d'Impôts PFRT et PT)

- Programmes qui complètent les gains à partir d'un revenu minimum, jusqu'à un niveau de revenu maximal (\$11903 et \$10370) en deçà duquel les crédits sont réduits à un taux constant
- Leur élimination n'aurait pratiquement aucun effet sur l'emploi et sur l'aide sociale
- Augmentation des heures travaillées annuellement (pour les deux groupes) et des revenus (entre \$748 et \$1040)
- Implication: Ces politiques sont donc désincitatives

- Explication standard:
 - La diminution du revenu s'accompagne d'une augmentation du salaire horaire marginal
 - Effet revenu réduit la consommation de loisir (si le loisir est un bien normal)
 - Augmentation du salaire horaire agit comme une majoration du prix du loisir
- Politique introduite pour favoriser l'emploi de ceux qui ne sont pas sur le marché du travail, a aussi un impact négatif sur ceux qui occupent un emploi (si ils se qualifient)

Simulation 4: Instauration de l'Obligation du Diplôme d'Études Secondaires

- Deux approches possibles:
 - même fonction salariale que les diplômés du secondaire
 - même fonction salariale, mêmes préférences que les diplômés
- Dans le premier cas, une augmentation modeste de l'emploi et des heures travaillées et réduction de la participation à l'aide sociale.
- Dans le deuxième cas,
 - le taux d'emploi augmente de 10 points de pourcentage (de 77,1 pour cent à 87,4 pour cent) et le nombre moyen d'heures travaillées augmente de 221 heures par an.
 - la participation à l'aide sociale est réduite de 15 pour cent à juste au-dessus de 4 pour cent.
- En dépit de ses effets spectaculaires, on peut douter de la faisabilité de cette politique

Simulation 5: Implémentation du Système Fiscal Ontarien

- Le taux d'emploi moyen parmi les bénéficiaires de l'aide sociale passerait de 9,7 pour cent à 29,8 pour cent
- Différence substantielle: attribuable aux paramètres régissant
 - l'admissibilité à l'aide sociale
 - l'impôt sur le revenu
 - les crédits d'impôt

Conclusion

- L'impact des programmes d'aide sociale est beaucoup plus profond que son seul effet sur l'offre de travail.
 - effet désincitatif sur l'offre de travail crée une diminution des rendements monétaires de l'éducation
 - désincitation à terminer les études secondaires
- Pas de recette magique: les incitations auraient un impact mais l'effet des préférences (goûts et abilités cognitives et non-cognitives) est primordial
- Pistes:
 - long terme: améliorer l'acquisition de compétences à l'école dès le plus jeune âge: Complémentarité Dynamique (James Heckman, U. de Chicago)
 - plus court terme: réduire les obstacles financiers à l'accès à l'emploi dans des emplois à faible revenu (aide sociale...)